

DÉLIBÉRATION N°CP 2022-019

DU 28 JANVIER 2022

AFFAIRES EUROPÉENNES : 1ER RAPPORT POUR 2022 AFFECTATIONS PROVISIONNELLES - ÎLE-DE-FRANCE EUROPE - DISPOSITIF EUROPE - CONVENTION PARLEMENT EUROPÉEN

La commission permanente du conseil régional d'Île-de-France,

- VU** le code général des collectivités territoriales ;
- VU** la loi n° 2014-58 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles du 27 janvier 2014 ;
- VU** la délibération n° CR 08-16 du 18 février 2016 relative à 100 000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens ;
- VU** la délibération n° CR 129-16 du 8 juillet 2016 modifiée relative à la stratégie européenne de la région Île-de-France ;
- VU** la délibération n° CR 2017-51 du 9 mars 2017 modifiée par la délibération n° CP 2017-191 du 17 mai 2017 relative à la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité ;
- VU** la délibération n° CP 2018-092 du 16 mars 2018 relative à la poursuite de la mise en œuvre de la stratégie européenne : Dispositif Europe et IdFE ;
- VU** la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 relative à l'attribution de subventions dans le cadre du dispositif Europe et octroyant une subvention de fonctionnement à IdFE pour l'année 2018 ;
- VU** la délibération n° CP 2020-344 du 23 septembre 2020 portant approbation de la convention triennale d'objectifs et de moyens entre la région Île-de-France et l'association Île-de-France Europe ;
- VU** la délibération n° CR 2021-039 du 2 juillet 2021 relative aux délégations d'attributions du conseil régional à sa commission permanente ;
- VU** la délibération n° CR 2021-055 du 21 juillet 2021 portant prorogation du règlement budgétaire et financier adopté par délibération n° CR 33-10 du 17 juin 2010 ;
- VU** la délibération n° CR 2021-332 du 22 juillet 2021 relative à l'intégration d'une clause éthique dans les conventions passées par la Région ;
- VU** le budget de la région Île-de-France pour 2022 ;
- VU** l'avis de la commission des relations internationales et des affaires européennes ;
- VU** l'avis de la commission des finances et des fonds européens ;
- VU** le rapport n°CP 2022-019 présenté par madame la présidente du conseil régional d'Île-de-France ;

Après en avoir délibéré,

Article 1 :

Décide d'attribuer à l'association Île-de-France Europe une subvention de 222 600 € correspondant à la première tranche de la subvention de fonctionnement pour l'année 2022.

Affecte une autorisation d'engagement de 222 600 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes », programme HP 042-004 (104004) « actions européennes », action 10400402 « actions européennes » du budget 2022.

Article 2 :

Décide d'affecter à titre provisionnel, une autorisation d'engagement de 80 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes », programme HP 042-004 (104004) « actions européennes », action 10400402 « actions européennes » du budget 2022, pour les dépenses directes liées à l'accueil de délégations étrangères venant de zones de coopérations et à l'organisation de manifestations sur le territoire francilien.

Article 3 :

Approuve la convention de partenariat avec le Parlement européen telle qu'elle figure en annexe 1 à la présente délibération, et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

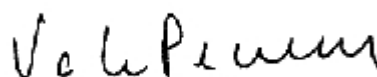
Article 4 :

Décide de participer au titre du dispositif Europe, au financement du projet détaillé en annexe 2 de la présente délibération par l'attribution d'une subvention d'un montant maximum de 10 000 €.

Subordonne le versement de cette subvention à la signature, avec le bénéficiaire, d'une convention conforme à la convention type adoptée par la délibération n° CP 2018-182 du 4 juillet 2018 et autorise la présidente du conseil régional à la signer.

Affecte une autorisation d'engagement de 10 000 € disponible sur le chapitre 930 « services généraux », code fonctionnel 042 « actions européennes », programme HP 042-004 (104004) « actions européennes », action 10400402 « actions européennes » du budget 2022.

**La présidente du conseil régional
d'Île-de-France**



VALÉRIE PÉCRESSE

Dans les deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, cet acte administratif est susceptible de recours devant le tribunal administratif territorialement compétent.

ANNEXES A LA DELIBERATION

**ANNEXE 1 : CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE
LA REGION ILE-DE-FRANCE ET LE PARLEMENT
EUROPEEN**

CONVENTION
DE
PARTENARIAT

ENTRE

Le Parlement européen, 60 rue Wiertz B-1047 Bruxelles, représenté par son Secrétaire Général, Klaus WELLE

ET

La Région Île-de-France, 2 Rue Simone Veil, 93400 Saint-Ouen, représentée par sa Présidente, Valérie PECRESSE, en vertu de la délibération n° CP 2022-019 du 28 janvier 2022

Préambule

À travers la présente convention de partenariat, le Parlement européen et la Région Île-de-France affirment leur volonté commune de collaborer sur des sujets d'intérêt commun.

Le Parlement souhaite collaborer étroitement avec la Région Île-de-France afin de mettre en œuvre des actions permettant aux Franciliens de se rapprocher des Institutions européennes et de mieux appréhender leur fonctionnement et leurs actions.

La présente convention vise à organiser le partenariat du Parlement européen et de la Région Île-de-France concernant la Maison Jean Monnet, le futur centre Europa Expérience qui ouvrira à Paris, le programme « Ecole ambassadrice du Parlement européen » que la Région veillera à valoriser, notamment avec le concours du Comité Régional du Tourisme Île-de-France.

Elle vise également à mettre en place des échanges plus réguliers entre les élus et les services des deux parties afin de nourrir leurs travaux respectifs.

Article I

Valorisation de la Maison Jean Monnet à Bazoches-sur-Guyonne

Le Parlement européen et la Région Île-de-France s'engagent par la présente convention à œuvrer ensemble pour la valorisation de la Maison Jean Monnet.

1. Soutien de la Région aux visites scolaires par la prise en charge de tout ou partie des frais de déplacements

La Région Île-de-France s'engage à mettre en place un dispositif qui permettra de participer aux frais de déplacements engagés par les lycées franciliens qui organiseront des visites à la Maison Jean Monnet. A cette fin, les lycées pourront faire appel au budget d'autonomie éducative francilien.

Le Parlement européen s'engage parallèlement à mettre en place une offre de transport, permettant de faciliter l'accès des scolaires à la Maison Jean Monnet.

2. Promotion par le Comité Régional du Tourisme Paris Île-de-France [CRT]

Le Comité Régional du Tourisme Île-de-France (CRT) est un organisme chargé d'assurer les actions de promotion et de communication touristiques de la Région Île-de-France en France et à l'étranger, tant en direction des professionnels que des médias et du grand public,

A la demande du Conseil Régional d'Île-de-France, le CRT est également chargé de mener toute mission concourant à la mise en œuvre de la politique régionale du Tourisme.

Dans le cadre de la présente convention, la Région fera ses meilleurs efforts pour que le CRT mette en valeur la Maison Jean Monnet sur son site internet www.visitparisregion.com.

3. Mise à disposition de la Maison Jean Monnet au profit de la Région Île-de-France

Le Parlement européen met la Maison Jean Monnet à la disposition de la Région Île-de-France, un week-end par saison, à raison de 4 week-ends chaque année, afin que celle-ci puisse y organiser des réunions à haut niveau. Les modalités de la mise à disposition de la Maison Jean Monnet seront précisées dans une convention ad hoc.

Article II

Valorisation du futur « Europa Experience » de Paris

Dans le cadre de l'ouverture prochaine, par le Parlement européen d'un centre pour les visiteurs, « Europa Experience » à Paris, la Région Île-de-France s'engage à faciliter l'installation de celui-ci dans la mesure de ses moyens.

Dès son ouverture, elle s'engage à :

- faire ses meilleurs efforts pour que le centre de visiteurs « Europa Expérience » soit référencé sur le site internet grand public du Comité Régional du Tourisme Île-de-France, www.visitparisregion.com ;
- y favoriser les visites scolaires pour les lycéens, notamment en encourageant la participation aux outils de simulations politiques qui pourront être réalisés par des groupes de jeunes qui leur permettront de se familiariser avec le fonctionnement des Institutions européennes

De manière générale, les outils numériques du « Europa expérience » contribueront à rapprocher les Franciliens des Institutions européennes en leur permettant d'être mieux informés sur l'action du Parlement européen et de l'Union européenne plus largement.

Article III

Partenariat dans le cadre du Programme « Ecole ambassadrice du Parlement européen »

La Région Île-de-France s'engage à faire la promotion de ce programme auprès des lycées professionnels franciliens afin qu'il soit mieux connu et que davantage de lycées le rejoignent.

Si le Bureau du Parlement à Paris devait décider d'étendre ce dispositif, aujourd'hui ouvert uniquement aux lycées professionnels, à tous les lycéens et apprentis, la Région Île-de-France soutiendra cette extension.

Article IV

Organisation d'échanges réguliers entre le Parlement européen et la Région Île-de-France

Le Parlement européen et la Région Île-de-France décident d'organiser une réunion annuelle d'échanges sur les objectifs et priorités de l'Union européenne contribuant ainsi à permettre à

l'exécutif régional de s'informer, de s'imprégner des travaux effectués au niveau européen et de nourrir la réflexion des cadres du Parlement ainsi que des parlementaires européens.

Le Parlement européen et la Région Ile-de-France se réservent en outre le droit d'organiser tous autres échanges qui leur sembleront pertinents au niveau technique entre les agents des deux institutions (échanges de bonnes pratiques sur l'organisation des séances, etc.).

Article V

Garanties

La mise en œuvre de ce partenariat s'effectue dans le cadre du budget disponible, des capacités humaines et du cadre juridique respectifs des partenaires.

Les partenaires prévoient l'organisation de réunions régulières pour discuter de la promotion du contenu de ce partenariat. Ils prévoient également de nommer des interlocuteurs pour chaque projet.

Les partenaires s'accordent sur le fait que la coopération peut être élargie à d'autres organismes pour des projets spécifiques après accord préalable de tous les partenaires et actualisation de la présente convention.

Le présent partenariat n'oblige en aucun cas les partenaires en présence à bloquer, aujourd'hui ou à l'avenir, des ressources financières, matérielles ou humaines.

Chacun des partenaires garantit qu'il assurera la réalisation de ses obligations et que, sous réserve du paragraphe précédent, il mettra en œuvre tous les moyens matériels et humains nécessaires.

Les conditions et modalités du présent partenariat pourront être précisées dans des conventions ad hoc.

Article VI

Modification - Résiliation

Toute modification de la convention fait l'objet d'un avenant soumis à l'accord des parties et adopté dans le respect des procédures propres à chacune.

L'une ou l'autre des parties peut demander la résiliation de la convention avant son terme. La résiliation prend alors effet au terme du délai, qui ne peut être inférieur à quinze jours, indiqué dans la demande notifiée par courrier envoyé en recommandé avec demande d'avis de réception postal.

Article VII

Durée - Entrée en vigueur

La présente convention est conclue pour une durée de sept années à compter de sa signature par les parties.

A, le

Pour le Parlement européen,

A, le

Pour la Région Île-de-France,

Klaus WELLE
secrétaire général
du Parlement européen

Valérie PECRESSE
présidente
de la Région Île-de-France

ANNEXE 2 : FICHE PROJET IRIS

DOSSIER N° EX061919 - IRIS - Entretiens Européens d'Enghien (EEE)

Dispositif : Dispositif EUROPE (n° 00001001)

Délibération Cadre : CR129-16 du 08/07/2016

Imputation budgétaire : 930-042-6574-104004-020

Action : 10400402- Actions européennes

Libellé base subventionnable	Montant base subventionnable	Taux d'intervention	Montant de subvention maximum
Dispositif EUROPE	51 000,00 € TTC	19,61 %	10 000,00 €
	Montant total de la subvention		10 000,00 €

PRESENTATION DE L'ORGANISME

Dénomination : IRIS INST RELAT INTERNAT
STRATEGIQUES
Adresse administrative : 2 BIS RUE MERCOEUR
75011 PARIS 11E ARRONDISSEMENT
Statut Juridique : Association
Représentant : Monsieur PASCAL BONIFACE, Directeur

PRESENTATION DU PROJET

Dates prévisionnelles : 18 mars 2022 - 31 mars 2022

Démarrage anticipé de projet : Non

Description :

Organisés depuis 2008 en collaboration avec la ville d'Enghien-les-Bains, les Entretiens Européens d'Enghien (EEE) constituent un colloque destiné au grand public, ayant pour objectif de débattre sur les questions européennes.

La prochaine édition des EEE aura lieu les 18 et 19 mars 2022. Elle s'organisera autour de 4 tables rondes thématiques d'1h30 animées chacune par 3 intervenants et 1 modérateur ayant une expertise reconnue sur les questions européennes. Il est à noter que l'IRIS s'engage à respecter la pluralité des points de vue et des opinions des panélistes.

L'une des tables rondes portera sur la diplomatie européenne du sport en lien avec les travaux menés par Carole GOMEZ, directrice de recherche à l'IRIS et Estelle BRUN, chercheuse à l'IRIS. Le contenu de la table ronde portera sur le projet Sport Lab', financé par la Représentation Française de la Commission européenne et qui associe les équipes de trois lycées publics franciliens (Orsay (91), Eaubonne (95), Noisiel (77)). Ce projet vise à co-produire avec les lycéens et leurs enseignants des supports pédagogiques variés en encourageant les jeunes à mieux connaître l'Union européenne à travers le prisme du sport.

L'objectif du projet est d'offrir au grand public et plus particulièrement un public situé en grande couronne un colloque qui promeut les débats et réflexions sur les enjeux actuels de l'Union européenne. Ces

Entretiens permettent de faire dialoguer experts, décideurs et citoyens. Pour cette 14ème édition, l'IRIS souhaite renforcer la participation des jeunes, et notamment des lycéens franciliens, en les rendant prioritaires.

Le public visé par l'IRIS est d'environ 350 personnes. Il sera composé de lycéens, d'étudiants, d'enseignants d'universités, de journalistes et de membres d'organisations internationales et d'ambassades étrangères basées à Paris.

En matière de communication, l'IRIS prévoit de diffuser une information sur ses réseaux sociaux (LinkedIn, Facebook, Twitter, Instagram, YouTube), de communiquer auprès des lycées franciliens, de permettre la rediffusion du colloque par visioconférence et sur la chaîne YouTube de l'IRIS et d'amplifier la visibilité de l'évènement via les partenariats de l'IRIS (RFI, Diplomatie magazine, le site internet « Toute l'Europe »).

Le bénéficiaire s'engage à respecter et promouvoir la Charte régionale des valeurs de la République et de la laïcité, dans la limite et le respect des lois et règlements en vigueur.

Dans le cadre de la mesure « 100.000 nouveaux stages pour les jeunes franciliens », le bénéficiaire de cette subvention s'est engagé à recruter 1 stagiaire(s) ou alternant(s) pour une période minimale de 2 mois.

Détail du calcul de la subvention :

10 000 € : Frais de communication, frais logistique, frais généraux

Localisation géographique :

 ENGHIE-LES-BAINS

Contrat Particulier : Hors CPRD

CPER : Hors CPER

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL PROPOSE PAR LE DEMANDEUR
--

Exercice de référence : 2022

L'organisme ne récupère pas la TVA.

Dépenses (€)		
Libellé	Montant	%
Frais de communication	9 500,00	18,63%
Frais logistique	22 500,00	44,12%
Frais généraux	19 000,00	37,25%
Total	51 000,00	100,00%

Recettes (€)		
Libellé	Montant	%
Région Île-de-France	10 000,00	19,61%
Commune d'Engien-les-Bains	36 000,00	70,59%
Commission européenne	5 000,00	9,80%
Total	51 000,00	100,00%